

dans les rues; on s'occupait d'eux soigneusement. Par suite de l'établissement de ces jardins de l'enfance la criminalité infantile en Angleterre est aujourd'hui moindre qu'avant la guerre, et ce qui importe beaucoup plus, la santé des enfants est meilleure qu'elle ne l'était auparavant. Le soin et la surveillance des adolescents ont aussi leur importance au point de vue de la bonne conduite. Voilà les problèmes que nous avons à résoudre à l'heure actuelle. Nous ne saurions attendre davantage, pas même jusqu'à la fin de la session. Je sais qu'on accomplit du bon travail en maintes régions du pays. Certaines municipalités possèdent déjà ces écoles, mais il devrait y en avoir partout au Canada. Il est très important, surtout, qu'on établisse ces écoles dans les localités pauvres et reculées.

Je désire parler d'une autre question, celle de la santé nationale. Beaucoup de médecins ont été appelés à servir dans les forces armées, de sorte que les membres de la profession médicale qui demeurent au pays sont surchargés de travail. C'est surtout vrai dans les régions où sont établies d'importantes industries de guerre. Les médecins travaillent 15 et 16 heures par jour, afin de répondre au nombre croissant de leur clients. Non seulement il y a moins de médecins, mais ceux qui ne sont pas en activité de service ont infiniment plus de besogne à accomplir.

Nous pouvons nous attendre à des épidémies. Qu'il me suffise de mentionner l'épidémie d'influenza de la dernière guerre. A mon sens, il est possible d'enrayer à peu près toutes les épidémies dès leur apparition, à condition de recourir à de sages mesures prophylactiques. Je propose que les ouvriers employés dans les grandes industries de guerre aient l'occasion de subir un examen médical complet tous les trois mois, afin qu'on connaisse avec précision l'état de santé de la nation et afin que la tuberculose n'ait aucune chance de se propager dans les centres fortement peuplés. De cette façon, il serait possible d'enrayer le développement d'autres épidémies avant qu'elles fussent trop répandues. En Angleterre, je crois que pareil examen est obligatoire, mais au Canada il pourrait être libre. C'est là une chose absolument nécessaire et je prie le ministre de donner suite dès maintenant aux deux propositions que je viens de faire. Peu de gens se rendent compte de leur nécessité. Commençons aujourd'hui, avant que nous ayons à faire face à un véritable problème.

Nous avons déjà un problème à résoudre, celui de la santé de nos enfants. Tâchons d'éviter les épidémies. Nous pouvons trouver la solution, en ce qui concerne les enfants; du moins les Anglais l'ont trouvée; ils ont égale-

[M. Adamson.]

ment trouvé celle du problème des épidémies. Appliquons-nous à résoudre ces deux problèmes.

Je suis heureux d'être membre du comité. Servir comme membre d'un comité de ce genre constitue l'une des plus nobles tâches. Nous savons que l'individu est l'être le plus important de notre civilisation. C'est en cela que notre forme de gouvernement diffère de toutes les autres. C'est ce comité qui, précisément, va s'occuper des intérêts de cet individu. Aucune autre tâche ne saurait revêtir autant d'importance.

M. NORMAN JAKUES (Wetaskiwin): Monsieur l'Orateur, il y a longtemps que je n'ai pris la parole à la Chambre, et je n'ai pas l'intention, aujourd'hui, de prononcer un discours, mais de formuler quelques observations sur divers sujets.

Je désire d'abord rendre mon humble hommage à tous ceux qui ont contribué et qui contribuent au magnifique effort de guerre du Canada. Je salue les membres de nos forces armées et de notre marine marchande, ainsi que leurs épouses, leurs mères et leurs fiancées, les pêcheurs, les ouvriers de nos industries de guerre et surtout nos cultivateurs qui, en plus de faire face aux difficultés que leur réserve parfois la nature, doivent surmonter celles que présente la pénurie de main-d'œuvre et de matériel. L'effort, dans leur cas, est librement consenti. Tout comme le reste de l'Empire, le Canada n'a pas attendu pour agir que l'envahisseur foulât son sol, car il n'avait pas besoin d'une invasion pour le décider à se mettre à l'œuvre.

L'autre jour, un honorable vis-à-vis disait, au cours de ses remarques, qu'ils comprenait les vues des conservateurs et des conservateurs progressistes, celles des membres de la C.C.F. aussi bien que des honorables députés siégeant à ma gauche, mais qu'il ne pouvait pas du tout saisir les idées des membres de notre groupe. Je ne dirai pas que cet honorable député parlait au nom de tous les membres de son parti. De fait, je sais qu'il n'en est pas ainsi. Je crois cependant que ces observations renferment une large part de vérité, et ce, pour une raison qui me paraît évidente, étant donné que tous les autres partis partagent plus ou moins les mêmes idées et que leurs buts sont à peu près les mêmes.

Ainsi, je crois que tous les membres de la Chambre... mais non, je ne dirai pas cela; je crois que la majorité des honorables députés, sauf ceux de ce parti, conviendront qu'ils favorisent le travail pour tous. Ils sont tous d'avis qu'il faut diriger la production. Ils reconnaissent tous, je crois, que la centralisation est nécessaire. J'ai entendu plusieurs